

e.Licences

**Fiche signalétique**

Date : 12/05/2026

**Agrément des chantiers de construction et de réparation navale****Informations détaillées**

<b>Nature</b>	Agrément
<b>Type</b>	Commercial
<b>Catégorie</b>	Licence avec inspection (Catégorie C)
<b>Secteur d'activité</b>	Transport et Logistique
<b>Sous secteur d'activité</b>	Transport par eau
<b>Formes juridique</b>	Toutes les formes
<b>Nature de l'Actionnariat</b>	Mixte
<b>Capital imposé (FCFA)</b>	1000000
<b>Délai de délivrance</b>	15 jours
<b>Frais administratif (FCFA)</b>	1000000
<b>Montant de la Caution (FCFA) si applicable</b>	Non applicable
<b>Périodicité de renouvellement</b>	5 ans
<b>Renouvellement soumis à inspection</b>	Oui
<b>Délai de délivrance (jours) – renouvellement</b>	15 jours
<b>Frais administratif lié à la demande de renouvellement (FCFA)</b>	1000000
<b>Ces frais administratifs liés à la demande de renouvellement (FCFA) sont-ils ?</b>	Non remboursable
<b>Période spécifique de dépôt des dossiers</b>	Non
<b>L'investisseur peut-il exercer un droit de recours en cas de rejet ou d'avis défavorable de sa demande de licence ?</b>	Recours Administratif et Recours gracieux

**Contact de l'autorité émettrice**

<b>Ministère</b>	Ministère des Transports
<b>Structure</b>	Direction Générale des Affaires Maritimes et Portuaires (DGAMP)
<b>Autorité émettrice</b>	Direction de la Sécurité et de l'Environnement Marin
<b>Situation géographique</b>	Cocody II Plateaux, Aghien derrière Las Palmas
<b>Tél.Fixe</b>	+225 27 22 40 80 35
<b>Adresse Mail</b>	info@dgamp.ci
<b>Site Internet</b>	<a href="http://www.dgamp.ci">www.dgamp.ci</a>

## Pièces à fournir

Un courrier de demande de visa annuel adressé au Directeur Général des Affaires Maritimes et Portuaires ;  
 Une photocopie de l'agrément (provisoire ou définitif) selon le cas ;  
 Une attestation de régularité fiscale ;  
 Une attestation de déclaration et de mise à jour CNPS ;  
 Plan de situation géographique de la société ;  
 Un bilan d'activité

## Pénalités

<b>La réglementation soumet-elle le requérant à des pénalités en cas de non-respect des dispositions en vigueur ?</b>	Oui
<b>Si oui, quel est le montant de la pénalité ou le mode d'évaluation du montant de la pénalité</b>	5000000 à 50000000
<b>Les principaux motifs d'application de la pénalité</b>	Sans préjudice des autres peines à encourir est punie d'une amende de 500 000 à 50 000 000 FCFA toute personne physique ou morale qui aura exercé les activités de construction de réparation navale sans agrément délivré par l'Autorité maritime

## Documents à télécharger